

# Loin des yeux, proche du cœur!

Les textes publiés dans ces pages ont pour but d'alimenter le débat. Ils n'engagent que leurs auteurs qui n'appartiennent pas à la rédaction de "La Libre Belgique".

Les pays touchés par le coronavirus n'ont pas tous réagi de la même façon à l'arrivée de la maladie sur leur territoire. Mais la progression de la maladie s'est révélée fulgurante. Elle contraint aujourd'hui les dirigeants à écouter enfin les experts du monde de la santé. Pour juguler la pandémie et permettre aux systèmes de soins de faire face à l'afflux des patients, la méthode de prédilection consiste à limiter de façon drastique les contacts interpersonnels et d'imposer le confinement. Les revues spécialisées autant que les médias parlent de "distanciation sociale". Tout indique que ne plus côtoyer autrui, éviter les poignées de main, proscrire les embrassades et, de manière générale, s'abstenir de toutes manifestations physiques d'affection permet de freiner la dissémination de la maladie et ainsi de mieux prendre en charge les personnes confrontées à des symptômes graves nécessitant des soins intensifs.

Ceci étant dit, nous invitons aussi tout le monde – responsables politiques, journalistes ou citoyens – à prendre leurs distances avec cette appellation inappropriée. Car, enfin, s'il s'agit bien d'instaurer une distance "physique" plus importante qu'à l'accoutumée, il faut de manière tout aussi importante renforcer la proximité sociale entre les gens. C'est en consolidant le lien social, en cultivant les élans de solidarité, en mettant à l'honneur la connivence au sein de la population, que l'on pourra faire face à ce virus. Cet argument est étayé par de longues années de recherche en psychologie sociale.

## Anxiété et contacts sociaux

Dans une étude datant des années 50, Stanley Schachter s'est demandé comment les gens réagissaient face à l'adversité et, singulièrement, s'ils allaient se montrer grégaires. Il a laissé croire à certaines des participantes de son expérience qu'elles allaient subir une souffrance physique "difficilement tolérable même s'il ne devait y avoir aucune séquelle physique" avant de leur donner le choix d'attendre le démarrage de l'expérience soit seules soit en groupe. Comparées à d'autres personnes averties d'une simple gêne physique, ces participantes anxieuses sont beaucoup plus nombreuses à

opter pour l'attente en groupe. Et pourtant, cette recherche du groupe – on pourrait parler de grégarité – n'était pas mue par un désir impérieux de contact "physique".

Comme le montre une variante de l'étude menée par le psychologue social, s'il s'agit de rejoindre des participantes enrôlées dans une autre expérience, on n'observe plus cette préférence pour l'attente en groupe, bien au contraire. En réalité, au cœur de la démarche réside la volonté d'échanger avec les autres personnes confrontées à la même infortune et l'envie de jauger au mieux la peur ressentie par les uns et les autres. Le besoin de se connecter aux autres, en particulier pour comparer son vécu, est ce qui nous mobilise en tant qu'êtres humains. Dans l'adversité, c'est bien la proximité sociale qui s'avère cruciale.

## "With a little help from my friends"

Les conséquences de la proximité sociale ne se limitent pas à la gestion de l'anxiété. Le lien social affecte massivement la santé physique et mentale. De nombreuses données révè-

lent qu'en matière de mortalité, l'absence de soutien social (l'isolement et l'absence de support) et le manque d'intégration sociale (l'étroitesse du réseau social) constituent des facteurs bien plus déterminants que, par exemple, le fait de fumer, de consommer de l'alcool, d'être sédentaire ou encore de souffrir d'obésité, se plaçant respectivement en 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> position parmi 11 facteurs.

On voit aussi sur cette infographie que des individus tout-venant interrogés via M-Turk ou Prolific, des plateformes collaboratives permettant de réaliser des enquêtes, sous-estiment très largement l'impact de ces facteurs, les classant en 11<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> position, loin derrière le tabagisme ou l'activité physique.

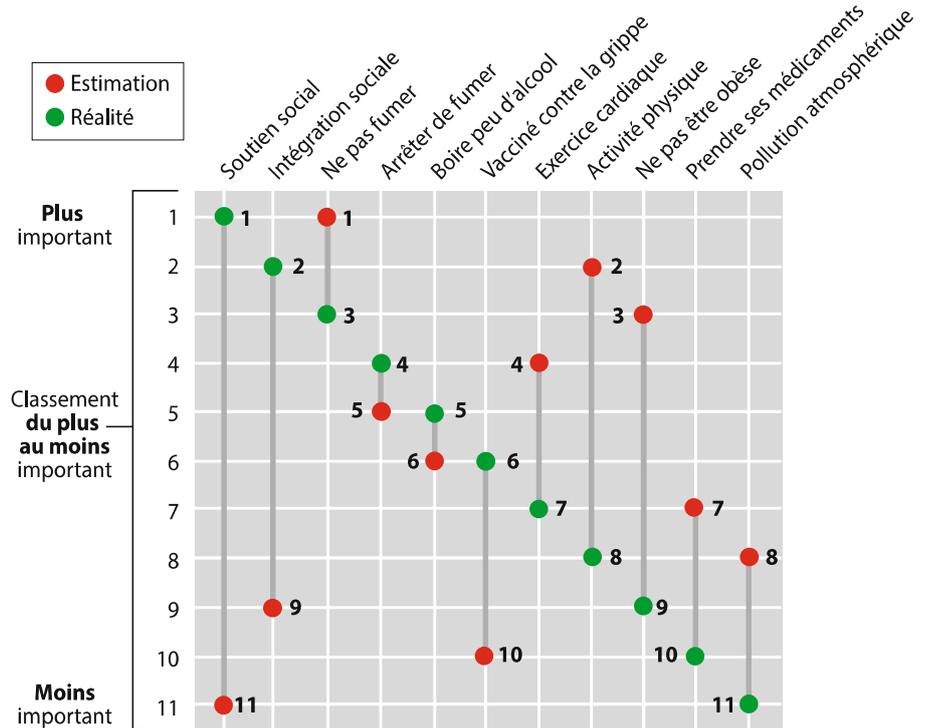
Tout indique aujourd'hui que les personnes qui appartiennent à plusieurs groupes sociaux, et peuvent donc se rattacher à un large éventail d'identités différentes, sont mieux armées pour faire face aux coups durs. Bref, les Beatles ne croyaient pas si bien dire lorsqu'ils chantaient que les amis offrent un remède essentiel contre le sentiment de soli-

tude mais aussi les affres de l'échec. Avoir des liens nombreux et des identités multiples à mobiliser en cas de coup dur peut donc littéralement vous sauver la vie. Et pour paraphraser notre collègue John Cacioppo, la solitude tue aussi sûrement que le coronavirus.

Comme la plupart des adolescents vissés sur leur smartphone vous le diront, ce bénéfice du lien social n'exige pas la présence physique des autres membres du groupe! Une étude a par exemple montré que le partage sur Twitter des émotions à propos d'un événement traumatisant – comme une attaque terroriste – se mue dans les mois qui suivent en une plus grande résilience (avec notamment des émotions plus positives).

## L'union fait la force

La coordination de l'action est un autre bénéfice indéniable du lien social. Sans une bonne organisation ou une planification adéquate, il est vain de nourrir de grandes ambitions. Pensez à votre équipe de football favorite! Un fort sentiment





**Vincent Yzerbyt et Olivier Klein**

Professeurs de psychologie sociale, respectivement à l'UCLouvain et à l'ULB

■ Imposer une distance physique, soit, mais c'est en consolidant la solidarité que l'on fera face à ce virus. Avoir des liens nombreux à mobiliser en cas de coup dur peut sauver une vie. Le lien social affecte en effet la santé physique et mentale.

d'appartenance des joueurs à leur équipe (le plus souvent associé à une identité sociale affirmée dans le chef des supporters) permet de transformer une collection d'individualités en un collectif qui gagne.

La cohésion d'un groupe a été étudiée sous des angles divers. Une façon de l'aborder concerne la manière dont les membres d'un groupe se définissent par rapport aux événements. Les femmes et les hommes politiques qui ont marqué l'histoire autant que les dirigeants d'entreprise charismatiques savent combien il importe de favoriser une lecture groupale de la situation. Les images et les discours sur l'épidémie de coronavirus que l'on rencontre dans les médias et sur les réseaux sociaux, sans doute parce que c'est plus facile et plus vendeur auprès du grand public, présentent souvent des oppositions entre individus (se battant par exemple pour le dernier rouleau de papier hygiénique) ou entre des catégories sociales: les "jeunes" (insouciantes) contre les "vieux" (à risque), les personnes d'origine asiatique victimes de stigmatisation et, plus récemment, Donald Trump a même accusé les Européens d'être responsables de sa propagation aux États-Unis. Or le virus ne connaît aucune barrière de classes ou d'appartenance sociale, et tout le monde est susceptible de contribuer à sa diffusion au sein de la communauté. En conséquence, une lutte efficace contre ce fléau exige une prise de conscience collective que cette épidémie est l'affaire de toutes et tous et que nous ne pourrions nous en sortir qu'ensemble.

### Cultiver les émotions sociales

Pour inspirer, proposer et coordonner, les personnes qui mènent ce combat (dans les hôpitaux, les maisons de repos, les entreprises mais aussi les cabinets ministériels) auront besoin non pas de distance mais de proximité sociale. Un haut niveau de connivence, un fort sentiment d'appartenance sont impératifs. Pour être en mesure de s'organiser et d'agir ensemble, il s'agit que la plus grande partie d'entre nous

appréhende la menace avec "les mêmes lunettes" et que l'inquiétude, voire l'anxiété générées par cette situation inconnue puissent être catalysées à travers une action coordonnée et efficace plutôt que par le biais de comportements individuels désordonnés et vains.

Cultiver les émotions sociales peut faire en sorte que l'on se mobilise dans un esprit solidaire afin de veiller au mieux aux intérêts de l'ensemble de la population, en particulier les plus faibles.

On le voit, si le bien-fondé des mesures préventives prises par les autorités politiques en matière de distance physique est indiscutable, les réseaux sociaux que nous sommes ne peuvent imaginer une seconde être privés de relations sociales.

C'est précisément lorsque la distance physique s'impose comme ultime recours qu'il y a lieu de maximiser le lien social. Fort heureusement, nous vivons une époque bénie à cet égard. Les médias sont partout, les réseaux sociaux nous offrent un florilège de moyens pour entrer en contact avec les membres de notre famille, nos amis, nos proches et nos collègues. L'un de nous a été invité par un couple d'amis à passer un moment de convivialité et d'apéro par Skype interposé. Les groupes sociaux dédiés à l'entraide fleurissent sur Facebook pour tenter, par exemple, d'alléger le fardeau des personnes en charge d'enfants ou de malades alors même qu'il faut poursuivre sur le front du (télé-)travail. Les échanges Whatsapp explosent, avec leur lot d'images et de vidéos aussi futiles qu'amusantes. Cette convivialité n'a rien de surprenant. Elle s'appuie sur ce besoin irrefutable qui sommeille en nous, celui d'entretenir nos relations de longue date ou d'en susciter de nouvelles. On comprend bien que l'absence de relations physiques, la distance physique, ne peut s'éterniser, mais qu'on ne s'y trompe pas: la proximité sociale est bien ce qui nous sauvera.

→ Pour aller plus loin, voir le blog d'Olivier Klein sur la psychologie sociale du coronavirus.

## OPINION

# Suspendre la dette pour sauver des vies

■ Alors que l'Afrique s'apprête à être frappée durement par la pandémie, la gestion du coronavirus par la Banque mondiale et le FMI est calamiteuse.

**Renaud Vivien**

Coordinateur du Service politique d'entraide et fraternité

Le meilleur conseil à donner à l'Afrique est de se préparer au pire et de se préparer dès aujourd'hui." Cette déclaration du directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) nous rappelle que le coronavirus n'épargne pas le Sud, dont le continent africain, particulièrement vulnérable face à la pandémie. Déjà présent dans une quarantaine de pays africains ce 24 mars, le virus se propage tellement vite que l'OMS s'inquiète déjà du risque élevé de saturation des centres de santé.

Loin de se limiter à une mauvaise gestion de l'argent public par les élites locales, la crise permanente des services de santé est le résultat de près de quarante ans de politiques d'ajustement structurel imposées par la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et leurs relais régionaux comme la Banque africaine de développement. Ces bailleurs de fonds ont conditionné leurs prêts à des politiques qui ont détérioré les systèmes de santé publique, en imposant des coupes budgétaires brutales. Suppression des postes de travail, des lits d'hôpitaux, sous-investissements dans les équipements, privatisations sont autant de mesures qui ont été appliquées par les gouvernements des pays débiteurs afin de rembourser la dette publique.

Bien plus qu'une affaire de chiffres, la dette tue. Dans 46 pays classés "à faible revenu", le budget annuel affecté au paiement de la dette est supérieur aux dépenses publiques dans le secteur de la santé. En 2018, ces pays consacraient, en moyenne, 7,8% de leur produit intérieur brut (PIB) au remboursement de la dette contre 1,8% pour la santé, soit près de quatre fois plus. Peu importe donc l'état de délabrement des systèmes de santé, les remboursements doivent se poursuivre coûte que coûte comme en Haïti, qui vient d'être impacté par le coronavirus et qui ne disposerait que d'une centaine de lits de soins intensifs pour 12 millions d'habitants!

Dix ans après le séisme ayant causé plus de 230 000 décès et l'arrivée du choléra, ne serait-il pas criminel de la part des créanciers de continuer à exiger le paiement de la dette haïtienne? Plus largement, face à cette crise du

coronavirus, est-il normal que tous les pays payent la dette alors que l'urgence est de débloquer des moyens humains et financiers pour sauver des vies? Poser la question, c'est déjà y répondre.

La suspension du paiement de la dette (avec gel des intérêts) et l'annulation de certaines dettes devraient compter parmi les mesures immédiates à prendre face à la pandémie.

Ce n'est pas ce que proposent la Banque mondiale et le FMI. Le 25 mars, ces deux institutions ont seulement appelé les États créanciers à suspendre le paiement de la dette des pays les plus pauvres qui "en demandent une dispense", sans préciser si les intérêts continuent ou non à courir. Ce faisant, la Banque mondiale et le FMI excluent à la fois un grand nombre de pays frappés par le coronavirus mais aussi leurs propres créances et celles détenues par les banques privées.

Ce n'est pas tout. Le FMI et la Banque alourdissent encore la dette des pays qu'ils prétendent aider. Sur les 64 milliards de dollars d'"aide" qu'elles ont promis début mars, la quasi-totalité correspond à des prêts. Seulement 400 millions (soit 0,6% du total) pourraient être donnés à certains pays à condition que les fonds servent à rembourser les dettes du FMI arrivant à échéance. C'est la même formule qui a été utilisée pour "aider" Haïti après le séisme de 2010 ainsi que trois pays africains (Guinée, Libéria et Sierra Leone) frappés par Ebola en 2014.

Si l'émergence des virus paraît inévitable, ses conséquences fatales ne le sont pas à condition d'y mettre les moyens humains et financiers. Face à la marchandisation des soins de santé, le renforcement du service public de la santé et des systèmes de protection sociale doit constituer la priorité de tous les gouvernements. Cela nécessite d'augmenter durablement les dépenses publiques, tout en stoppant l'hémorragie de la fuite des capitaux liée au paiement des dettes illégitimes ainsi qu'à la fraude et l'évasion fiscales. Pour cela, il est temps de se libérer du carcan dogmatique promu par le FMI, la Banque mondiale et l'Union européenne. Puisse le coronavirus être l'élément déclencheur de la rupture avec les politiques d'austérité.